

Marché public de Prestations intellectuelles

Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement), établissement public à caractère administratif,

dont le siège se situe Cité des mobilités, 25 avenue François Mitterrand, CS 92 803, 69 674 Bron Cedex,

Ci-après désigné "l'acheteur"

PRESTATIONS DE CONSEIL JURIDIQUE, ASSISTANCE ET REPRÉSENTATION EN JUSTICE

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots

Réf : 2025-002_AC

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET ÉTENDUE DU MARCHÉ.....	4
1.1– Objet.....	4
1.2 – Décomposition en lots.....	4
1.3 – Forme du marché.....	4
1.4 – Spécifications techniques.....	4
1.5 – Procédure.....	5
1.6 – Prestations similaires :.....	5
1.7 - Prescriptions environnementales.....	5
1.8 - Clause spécifique d’insertion sociale.....	5
ARTICLE 2 – DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D’EXÉCUTION.....	5
ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 4 – CONFIDENTIALITÉ.....	6
ARTICLE 5 – PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	6
ARTICLE 6 – PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL.....	7
ARTICLE 7 – RESPONSABILITÉS.....	7
ARTICLE 8 – ASSURANCES.....	7
ARTICLE 9 – INTERLOCUTEURS.....	8
9.1 Interlocuteurs Cerema.....	8
9.2 Responsable désigné par le titulaire.....	8
ARTICLE 10 – CONTENU DES PRESTATIONS.....	8
10-1 Lieu d’exécution des prestations.....	8
10-2 Réunions.....	8
10-3 Informations et conseils.....	8
10-4 Corrections des livrables.....	9
ARTICLE 11 – ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	9
ARTICLE 12 – PRIX DU MARCHÉ.....	9
12.1 Nature du prix.....	9
12.2 – Contenu des prix.....	9
12.3 Révision des prix.....	10
ARTICLE 13 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	10
13.1 – Avance.....	10
13.2 – Acomptes.....	11
13.3 – Demandes de paiement.....	11

13.4 – Modalités de règlement.....	12
13.5 – Unité monétaire.....	12
13.6 – Paiement direct des sous-traitants.....	12
ARTICLE 14 - PENALITES.....	12
14.1 - Pénalités de retard.....	13
14.2 - Pénalités en cas d'absence aux réunions et aux représentations en justice.....	13
ARTICLE 15 – RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE OU DES DROITS DE TOUTE AUTRE NATURE RELATIFS AUX RESULTATS.....	13
ARTICLE 16 – OPÉRATION DE VÉRIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS.....	14
ARTICLE 17 – LITIGES.....	14
ARTICLE 18 – RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	14
18.1- Résiliation sans faute.....	14
18.2- Résiliation pour événements liés au marché.....	14
18.3- Résiliation pour faute.....	15
ARTICLE 19 – DROIT ET LANGUE.....	15

ARTICLE 1 – OBJET ET ÉTENDUE DU MARCHÉ

1.1– Objet

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) est un marché de prestations intellectuelles ayant pour objet :

- des prestations de conseil et assistance juridique dans les différents domaines d'activités qui intéressent le Cerema ;
- et des prestations de représentation en justice du Cerema (procédure juridictionnelle ou amiable).

1.2 – Décomposition en lots

Les prestations sont réparties en 4 lots selon le détail suivant :

n°Lot	Intitulé du Lot	Montant Maximum en € HT
1	Conseil, assistance et représentation juridique en droit public	120 000 € HT
2	Conseil, assistance et représentation juridique en droit privé	60 000 € HT
3	Conseil, assistance et représentation juridique en droit de la propriété intellectuelle	80 000 € HT
4	Conseil, assistance et représentation juridique en droit fiscal	120 000 € HT

Les montants indiqués s'entendent sur toute la durée du marché.

1.3 – Forme du marché

Il s'agit d'un accord - cadre mono attributaire par lot, donnant lieu à l'émission de bons de commande dans les conditions fixées par le code de la commande publique. Il est conclu sans minimum et avec un maximum indiqué à l'article 1.2 ci-avant.

Les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'accord cadre. Toutefois leur durée d'exécution peut se prolonger au-delà de la date de validité de l'accord cadre, dans les conditions fixées à l'article R2162-5 du code de la commande publique.

1.4 – Spécifications techniques

La nature des prestations ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Quand la définition des spécifications techniques mentionnées dans le CCTP se rapporte à des normes ou des documents équivalents, le titulaire peut prouver par tout moyen approprié que les solutions qu'il propose satisfont de manière équivalente aux exigences définies par cette norme ou ce document.

1.5 – Procédure

Le marché a été passé via une procédure d'appel d'offres ouvert régie par les articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

1.6 – Prestations similaires :

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.7 - Prescriptions environnementales

Il est demandé au titulaire :

- d'optimiser dans la mesure du possible le poids des documents produits et de privilégier l'usage de serveurs partagés plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par mails.
- d'optimiser les documents produits s'ils doivent être amenés à être imprimés (lisibilité équivalente en Noir et Blanc plutôt qu'en couleur, suppression des aplats de couleur inutiles, utilisation de Polices de Caractère "light" ou écologiques de type EcoFont, optimisation de la mise en page pour réduire les espaces et donc le nombre de pages)

1.8 - Clause spécifique d'insertion sociale

Le Titulaire est encouragé à recourir à des actions favorisant l'insertion sociale dans l'exécution du présent marché. Cela peut inclure le recrutement de personnes éloignées de l'emploi (demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes sans qualification, bénéficiaires de minima sociaux, etc.) ou la sous-traitance avec des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE). Bien que cette démarche ne soit pas rendue obligatoire, le recours à des structures d'insertion ou l'embauche de ces publics sera particulièrement apprécié par le Cerema dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 2 – DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

Le présent marché est conclu pour une durée ferme de 1 an à compter du 17 mars 2025 ou de la date de notification si celle-ci est postérieure.

Le marché pourra tacitement être reconduit 3 fois pour une durée de 1 an à chaque reconduction sauf décision contraire de l'acheteur intervenant au minimum 2 mois avant la fin de chaque période.

La durée maximale du marché est de 4 ans.

Le titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans le CCTP

Une prolongation du délai d'exécution peut être demandée par le titulaire dans les conditions fixées par l'article 13.3 du C.C.A.G PI.

ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles sont les suivantes par ordre décroissant de priorité dont l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière à savoir le BPU (bordereau des prix unitaires) du lot considéré ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et son annexe :
Annexe 1 : Politique de défraiement
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ; Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.
- L'offre technique du titulaire ;

Toute clause, portée dans le(s) tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2 du CCAG PI, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

ARTICLE 4 – CONFIDENTIALITÉ

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-PI toutes les informations, documents et données échangés dans le cadre du présent marché sont réputés présenter un caractère confidentiel sans que le Cerema n'ait à signaler ce caractère confidentiel. Seuls les informations, documents ou données signalés comme non confidentiels ou rendus publics par la volonté du Cerema ne relèvent pas de l'obligation de confidentialité.

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-PI, le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître.

Les parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par leurs salariés et agents, même après que ceux-ci auront cessé d'exercer leurs fonctions.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

ARTICLE 5 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article D. 8222-5 du Code du travail, le titulaire doit fournir, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. D.8222-5-1°-a) ;
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (art. D.8222-5-3°) ;
- Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D.8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du Code du travail.

ARTICLE 6 – PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (le règlement général sur la protection des données dit « RGPD »).

ARTICLE 7 – RESPONSABILITÉS

La responsabilité du titulaire est limitée au préjudice direct et en tout état de cause au montant du marché.

Le titulaire est seul responsable du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre le CEREMA en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du Cerema. Il doit observer les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à l'établissement.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de début de marché, et avant tout début d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

ARTICLE 9 – INTERLOCUTEURS

9.1 Interlocuteurs Cerema

Le pilotage du projet sera assuré par le service juridique du Cerema.

9.2 Responsable désigné par le titulaire

Le titulaire désignera dès la notification du marché un interlocuteur unique responsable des relations avec le CEREMA, en charge de la réalisation des prestations.

Les profils de tous les intervenants du titulaire figurent dans le mémoire technique.

Le titulaire détermine un référent dédié auprès du Cerema, ainsi qu'un suppléant. Il garantit la disponibilité permanente de cet interlocuteur privilégié, ainsi que l'accès à l'ensemble de la documentation juridique actualisée du cabinet.

Le référent et son suppléant, acceptés par le Cerema, sont les correspondants uniques du Cerema. Ils assurent la conduite totale de la prestation.

Si ces personnes ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le titulaire doit en aviser immédiatement le Cerema par lettre recommandée avec accusé de réception et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Par dérogation à l'article 3.4.3 alinéa 1er du CCAG-PI, obligation est faite au titulaire de proposer un remplaçant d'un niveau équivalent et d'en communiquer le nom et le curriculum-vitae dans un délai de huit jours à compter de la date d'envoi de l'avis.

Le Cerema a alors la faculté de le récuser. En cas d'impossibilité de trouver un successeur dans un délai de 8 jours à compter de la récusation, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE 10 – CONTENU DES PRESTATIONS

10-1 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations peuvent être exécutées à distance par le titulaire.

10-2 Réunions

Une réunion de lancement du marché sera programmée en distanciel avec le titulaire de chaque lot après sa notification dans un délai de 1 mois.

Cette réunion doit notamment permettre de présenter les différents interlocuteurs et de faire un point sur les modalités de mise en œuvre des prestations.

10-3 Informations et conseils

Les titulaires ont une obligation permanente de conseil auprès du représentant du pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Il s'engage à informer sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur de tout événement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objet du présent CCAP.

Le titulaire s'engage à informer sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur de tout transfert d'activité (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc.) de nature à affecter l'exécution du présent marché.

10-4 Corrections des livrables

Par dérogation à l'article 28.4 du CCAG-PI 2021, en cas de corrections, le titulaire prend à sa charge les frais supplémentaires.

ARTICLE 11 – ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE

Le présent accord-cadre donne lieu à l'émission de bons de commande, sur la base du Bordereau des Prix Unitaires, qui seront notifiés au titulaire par écrit ou par tout autre moyen, par l'acheteur.

Chaque bon de commande définit les dates et/ou les délais d'exécution des prestations demandées en fonction des délais sur lesquels s'engage le titulaire et précise :

- La référence du marché,
 - La date du bon de commande
 - Le numéro du bon de commande – mention obligatoire,
 - L'identification du titulaire,
 - La désignation des prestations à réaliser,
 - La référence à la proposition établie par le titulaire,
 - Le délai d'exécution,
- Travaux de réparation et de reconditionnement de matériels de pontage
- Le lieu de livraison, le cas échéant,
 - Les prix unitaires et totaux HT et TTC,
 - Le taux et le montant de la TVA,
 - L'adresse de facturation,
 - Le SIRET du Cerema– mention obligatoire.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG- PI, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours à compter de la réception du bon de commande pour notifier ses observations à l'acheteur.

ARTICLE 12 – PRIX DU MARCHÉ

12.1 Nature du prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires figurant dans l'annexe financière, annexe à l'acte d'engagement.

12.2 – Contenu des prix

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix unitaires sont réputés comprendre :

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres relatives à la prestation ainsi que tous les frais afférents à la préparation de la prestation, au suivi et aux intervenants.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par l'acheteur.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minima de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

Les déplacements, hébergements et restauration, seront pris en charge sur présentation d'une facture acquittée dans le respect de l'annexe 1 au présent CCTP (politique déplacements).

Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

12.3 Révision des prix

Les prix des prestations sont établis sur la base des conditions économiques du mois M0 correspondant au mois de remise de l'offre fixé dans le règlement de consultation. Les prix définis sont fermes la première année et révisibles annuellement à chaque date anniversaire du marché.

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées ci-après.

L'index de référence choisi pour la révision des prix est :

- SHO-MA : Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques

$$P = P_o \times \left[\frac{0,3 + 0,7 \times \frac{SHO-MA_n}{SHO-MA_o}}{1} \right]$$

Les différents paramètres de la formule sont définis ci-après :

P = prix révisé

Po = prix initial figurant dans le BPU, en date de valeur du mois M0

SHO-MA_n = valeur de l'index SHO-MA du mois M-3, M étant le mois anniversaire du marché

SHO-MA_o = valeur de l'index SHO-MA du mois M0.

Le titulaire transmet à chaque date d'anniversaire les prix révisés à l'adresse suivante :

cfmb.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr

ARTICLE 13 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

Les différents paiements s'effectuent dans les conditions fixées par l'article 11 du CCAG-PI.

13.1 – Avance

En application de l'article R2191-16 du CCP, lorsque l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande ne prévoit pas de montant minimum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dont le délai d'exécution est supérieure à 2 mois

C'est l'option B mentionnée à l'article 11.1 du CCAG PI qui s'applique.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

Le délai maximum de paiement de l'avance est de 30 jours, à compter de la date de notification du marché.

Les modalités de remboursement de l'avance s'effectuent conformément aux dispositions de l'article R2191-19 du code de la commande publique.

13.2 – Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire se fera en une fois à l'admission des prestations.

le paiement s'effectue après admission des prestations prévues par le bon de commande afférent. Le paiement du bon de commande vaut paiement partiel définitif

13.3 – Demandes de paiement

Conformément à l'article 11.4 du CCAG-PI la demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Outre ces mentions réglementaires et les mentions légales, les demandes de paiement mentionnent les indications suivantes :

- le numéro de facture,
- le numéro de bon de commande,
- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- le numéro de SIRET(**mention obligatoire**),
- la date d'exécution des prestations,
- la désignation des prestations,
- la somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- le taux de la TVA légalement applicables et montant total de la TVA correspondant,
- la désignation de l'organisme débiteur,
- l'adresse de livraison (qui peut être différente de celle de l'acheteur),
- le SIRET du Cerema,
- les références bancaires et les moyens de règlement acceptés.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, toutes les entreprises sont soumises à l'obligation de dématérialisation et doivent déposer leurs factures sur le portail CHORUS PRO par l'intermédiaire du lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Il convient de noter que l'absence du SIRET de l'adresse de facturation du Cerema, de numéro de marché et de service exécutant Chorus Pro provoque le rejet de la facture par la plateforme. Le délai de paiement ne prend effet qu'à compter de l'admission de la facture par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

13.4 – Modalités de règlement

Le mode de règlement du marché est le virement SEPA. Le Cerema règle sur ses fonds propres. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles R2192-31 à R2192-36, au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur sur chorus pro.

13.5 – Unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

13.6 – Paiement direct des sous-traitants

Le cas échéant, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique complétées par les modalités suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 14 - PENALITES

14.1 - Pénalités de retard

Le présent article déroge à l'article 14.1 du CCAG PI

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes : :

Pour les questions de conseils juridiques non urgentes : Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 euros par jour de retard

Pour les questions de conseils juridiques urgentes : Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de retard

Pour les questions de conseils juridiques très urgente : Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 euros par jour de retard

Pour les prestations d'assistance et de représentation : Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 euros par jour de retard

14.2 - Pénalités en cas d'absence aux réunions et aux représentations en justice

En cas d'absence à une réunion, le titulaire encourt par absence, sans mise en demeure préalable une pénalité de 100 euros.

La pénalité ne sera pas appliquée si le titulaire a prévenu la maîtrise d'ouvrage au minimum 48h avant et a proposé une nouvelle date de réunion dans les 48 h suivant celle annulée.

En cas d'absence à une représentation en justice, le titulaire encourt par absence, sans mise en demeure préalable une pénalité de 200 euros.

ARTICLE 15 – RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE OU DES DROITS DE TOUTE AUTRE NATURE RELATIFS AUX RESULTATS

Par dérogation à l'article 35.1 du CCAG-PI, en contrepartie du paiement du prix, le titulaire cède à titre exclusif à l'acheteur l'ensemble des droits ou titres de toute natures afférentes aux résultats lui permettant de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales.

Cette cession est accordée pour toute la durée des droits de propriété intellectuelle telle qu'elle résulte des dispositions du Code de la propriété intellectuelle et des conventions internationales ratifiées par la France, y compris les cas de prolongation éventuelle de cette durée, et ce, dans le monde entier.

Ces droits comprennent le droit de représenter et de reproduire tout ou partie des documents émis y compris celui de les utiliser dans le cadre de consultations, ainsi que le droit de traductions et d'extractions nécessaires à l'exploitation des documents résultant du présent marché par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions définies ci-après.

Le droit de représentation s'entend comme le droit de fixer ou de faire fixer matériellement les documents émis par tous procédés qui permettent de les archiver ou de les communiquer aux candidats, prestataires ou contractants, usagers de l'acheteur ainsi qu'à toutes autorités de contrôle et juridictionnelles, le droit de réaliser sur tous supports, par tous moyens et dans tous formats, la reproduction de documents résultant du marché en tel nombre qu'il plaira à l'établissement public, et de mettre ou faire mettre en circulation toute reproduction et copie de ces documents dans tous les formats, par tous moyens et sur tous supports tels que : support papier, support électronique, etc.

Le titulaire ne fait ni ne permet quelque usage commercial, à quelque titre que ce soit, des documents émis sans l'accord préalable écrit de l'acheteur.

Le titulaire ne peut communiquer les documents émis à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation écrite de l'acheteur.

ARTICLE 16 – OPÉRATION DE VÉRIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification et d'admission s'effectuent conformément aux articles 28 et suivants du CCAG PI.

Pour chacun des livrables attendus, l'acheteur étudiera la qualité des documents remis et constatera s'ils répondent aux stipulations prévues dans le présent marché

Le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux dispositions du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'informer le titulaire de la date prévue pour les vérifications.

Par dérogation à l'article 29 l'absence d'une décision expresse dans le délai susvisé ne vaut pas décision d'admission ni rejet des prestations.

Par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG-PI, en cas d'ajournement ou de rejet, le titulaire dispose d'un nouveau délai indiqué dans la décision du CEREMA pour effectuer les corrections nécessaires. Ces corrections sont effectuées sans rémunération supplémentaire.

Par dérogation à l'article 29.2.2, le CEREMA dispose à nouveau d'un délai de trente (30) jours à compter de la remise des livrables corrigés pour prononcer sa décision. L'absence d'une décision expresse dans le délai susvisé ne vaut pas décision d'admission ni rejet des prestations

ARTICLE 17 – LITIGES

En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon conformément aux dispositions de l'article R 312-11 du Code de justice administrative.

Par dérogation à l'article 43 du CCAG-PI, le différend doit être soumis préalablement à l'avis du Comité Consultatif National du règlement amiable.

ARTICLE 18 – RÉSILIATION DU MARCHÉ

18.1- Résiliation sans faute

La résiliation du marché peut être prononcée sans faute du titulaire pour :

- des événements extérieurs au marché (article 37 du CCAG-PI)
- un motif d'intérêt général (article 40 du CCAG-PI)

18.2- Résiliation pour événements liés au marché

La résiliation du marché peut être prononcée pour des événements liés au marché, conformément à l'article 38 du CCAG-PI.

18.3- Résiliation pour faute

La résiliation du marché peut être prononcée pour faute du titulaire conformément à l'article 39 du CCAG-PI et peut donner lieu le cas échéant à une exécution aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées par l'article 27 du CCAG-PI.

En complément de l'article 39 du CCAG-PI la résiliation peut être prononcée pour faute du titulaire lorsqu'il n'a pas produit les attestations relatives aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, conformément à l'article 5 du présent cahier des charges.

ARTICLE 19 – DROIT ET LANGUE

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable. Les juridictions compétentes sont celles du siège de l'acheteur.

Tous les documents, fiches techniques, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.